

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
CANTON DE LODÈVE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LODÉVOIS ET LARZAC

ARRÊTÉ

numéro
CCAR_210301_002

portant sur

LA PROTECTION FONCTIONNELLE À L'ATTENTION DE MEDEIROS DA ROCHA PAULA

Le Président de la Communauté de communes Lodévois et Larzac,

VU l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU l'article 11 de la Loi n°84-634 du 13 Juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi N° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU la circulaire du 5 mai 2008 relative à la protection fonctionnelles des agents publics de l'État,

VU la demande écrite en date du 12 février 2021 de Madame MEDEIROS DA ROCHA Paula, agent au lieu d'accès multimédia de la Collectivité,

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.2122-18 du CGCT, le Président est seul compétent en tant que chef des services de la collectivité pour accorder à un agent placé sous son autorité le bénéfice de la protection fonctionnelle prévue à l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983,

CONSIDÉRANT le souhait de l'agent de donner une suite administrative aux harcèlement, injures et diffamations dont il déclare faire l'objet dans le cadre de ses fonctions,

CONSIDÉRANT que la collectivité publique est tenue de protéger ses agents qui, dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ont été victimes de tels faits,

CONSIDÉRANT que la protection consiste à prendre en charge les frais d'avocats des agents et permettre la réparation de ses préjudices matériels, corporels, financiers ou moraux,

CONSIDÉRANT qu'une déclaration a été faite auprès de SMACL assurance, assureur de la collectivité, qui prend en charge cette affaire au titre du contrat « protection juridique des agents »,

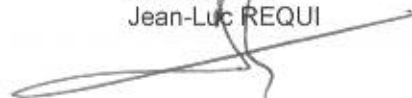
ARRÊTE

ARTICLE 1 : D'accorder la protection fonctionnelle à Madame MEDEIROS DA ROCHA Paula, dans le cadre des faits sus-mentionnés et correspondant à la demande écrite de l'agent sus-visée et annexée au présent arrêté,

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Receveur Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lodève, le premier mars deux mille vingt et un,

Le Président,
Jean-Luc REQUI



NOTIFIÉ le :
par Madame MEDEIROS DA ROCHA Paula

Paula Medeiros Da Rocha
4, Rue de Soulondres
34700 - Lodève

Enregistrement : 15/02/2021 (14:29)
Arrivée : 15/02/2021
Registre : 2021-02-17354
MUTJA_2 - Administration Générale
GUECHOUM Jason

Communauté de Communes du Lodévois et Larzac
1, Place Francis Morand
34700 - Lodève

Lodève, le 12 février 2021

OBJET: Demande de Protection fonctionnelle

Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Lodévois et Larzac,

Suite aux menaces subies le 20 août 2020 sur mon lieu de travail par une usagère du Lieu d'Accès Multimédia.

En outre, cette même personne m'harcèle depuis des années sur mon lieu de travail en proférant des injures et diffamations à mon égard, et cela, de façon continue et répétée.

En conséquence je sollicite auprès de notre collectivité de bien vouloir m'assurer la protection juridique (art 11 du statut général, loi 83-643 du 13 juillet 1983) et me garantir le paiement d'un avocat que je vais choisir.

Je vous prie d'agréer Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération,

Paula Medeiros Da Rocha

